

Lundi 13 octobre 2014  
**Communiqué de presse**

**Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du Parti socialiste**

### **Madame Le Pen découvre l'économie**

Mme Le Pen, le nouveau devin de l'économie internationale, est capable d'anticiper les conséquences de la sortie de la France de l'Euro, comme si cela n'avait aucune conséquence sur l'économie européenne et internationale.

Sans doute, ce plan de sortie de l'euro s'appuie-t-il sur la *lex monetae* qui voudrait que les dettes françaises contractées en euros en droit français soient remboursées dans la devise et le taux de change souhaités par la France. Mais rien n'est moins sûr. Et de cette prémisse dépend toute l'analyse de Mme Le Pen.

Quelles seraient les conséquences d'une sortie de l'Euro sur l'économie française et européenne ? Mme Le Pen assure que le « nouveau Franc français » serait couplé à un euro « monnaie commune ». Quel serait cet euro ? Avec quel consensus politique européen, quel Etat partenaire ?

Mme Le Pen souhaite dévaluer la devise nationale de 20% , afin de gagner en compétitivité. Cela sera le cas dans un premier temps, mais au prix d'une hausse des prix des biens importés, c'est-à-dire au prix d'une baisse du pouvoir d'achat des Français. Au-delà, quels effets cela aura-t-il sur l'importation des biens intermédiaires nécessaires à la production française ? Cela nécessitera-t-il une seconde dévaluation ? Qu'en sera-t-il des politiques monétaires de nos partenaires commerciaux ?

Mme Le Pen soutient que les créanciers garderont confiance en la France. Mais le crédit et la confiance se gagnent, lentement, ils ne se décrètent pas ! Pourquoi un créancier accepterait-il de se faire rembourser dans une devise fragile, qui peut être dévaluée du jour au lendemain ?

**Madame Le Pen préconise une voie incertaine et dangereuse, qui pose plus de problèmes qu'elle n'en résout.**

**Le Parti socialiste préfère s'attaquer aux dangers de la déflation en Europe, en travaillant concrètement à un plan de relance européen et en insistant sur la nécessaire coordination des politiques fiscales et sociales en Europe. Incontestablement, la politique monétaire joue son rôle, mais c'est maintenant au niveau politique européen qu'il faut avancer. C'est tout l'objet de l'action et du travail de conviction auprès de nos partenaires européens conduits depuis maintenant des mois par le gouvernement et le Président de la République, à l'heure où pour la première fois les institutions financières internationales reconnaissent le besoin d'une relance de l'investissement public et les conséquences catastrophiques de leurs recommandations passées sur le développement économique. "**